

**Fernand Dumont**

**Quelques dimensions sociologiques  
du projet de souveraineté**

La transcription intégrale du témoignage de Fernand Dumont se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accèsion du Québec à la souveraineté, n° 29, 19 février 1992



Jusqu'ici, à ma connaissance, la Commission parlementaire a surtout étudié les dimensions juridiques et économiques d'un accès éventuel à la souveraineté. Ces examens sont indispensables. Mais il est pertinent de se poser une question préalable: quelle société est alors en cause, quel statut politique convient aujourd'hui à son développement? C'est sans doute pourquoi on m'a demandé de m'attacher aux aspects socio-culturels du projet de souveraineté. Le programme est considérable; je me rassure sachant que d'autres collègues apporteront leurs contributions.

## *1. Communauté nationale et communauté politique*

Étant donné que je dois esquisser une vue d'ensemble, et en peu de temps, je crois utile de recourir à quelques distinctions de base qui relèvent à la fois de la philosophie politique et de la sociologie. Sans nous perdre dans des abstractions, il est nécessaire de savoir de quoi nous parlons lorsqu'il s'agit de nation et de communauté politique. Si l'on admet que les aspects économique ou juridique requièrent des précautions techniques, on admettra aussi qu'il ne faut pas laisser flotter dans le vague du vocabulaire les aspects sociaux et culturels.

**Nation, État:** ce sont là des vocables apparemment simples, mais qui, à l'usage, s'avèrent ambigus. Je ne me livrerai pas ici à de longues spéculations de sémantique. On pourra mettre des mots différents sur les distinctions que je vais suggérer; l'essentiel réside dans les distinctions elles-mêmes.

Entendons par **nation** une communauté résultant d'un héritage historique de manières de vivre. La référence collective qui en résulte suppose des repères: une langue, une religion, des institutions juridiques, des organisations diverses, parfois un statut politique. Ces critères ne sont pas partout les mêmes; on ne saurait les réunir tous dans une théorie générale qui s'appliquerait à chaque cas. La langue française n'est pas parlée seulement par les francophones d'Amérique; le catholicisme a été un caractère distinctif de notre nation et il ne rallie plus l'unanimité; l'État canadien pas plus que l'État québécois ne s'identifient à une nation. Cependant, des marques de ce genre se rencontrent dans une communauté nationale; ils sont entretenus aussi bien par la mémoire historique que par les formes quotidiennes de la sociabilité. Pareille communauté évolue dans le temps, elle modifie son visage et ses repères; il arrive qu'elle disparaisse.

Quant à lui, l'État se définit avant tout par la citoyenneté. Du moins en démocratie. Il concrétise le règne de la justice. Il garantit l'égalité des droits fondamentaux, confirmant ainsi l'individu dans son statut proprement public. Il existe des inégalités de revenus, de pouvoirs, de classes; c'est aussi la responsabilité de l'État d'introduire une certaine égalité dans l'inégalité elle-même par l'accès à des ressources: la scolarisation, les services de santé, l'assistance sociale, l'assurance-chômage, etc. L'État intervient aussi dans l'activité économique, dans le développement culturel. En somme, l'État assure un ensemble de normes et de procédures explicites qui concernent l'ensemble d'une société.

Nation et État procèdent donc de deux modes différents de cohésion des sociétés. La distinction est de principe; elle est aussi de fait. Entre les deux, il n'y a pas de coïncidence obligée: il existe des nations sans État correspondant; les États plurinationaux sont d'ailleurs en majorité dans le monde actuel.

Cependant, et c'est à ce point que j'introduirai une observation capitale pour la suite de ma réflexion: la nation et l'État entretiennent tous les deux des solidarités tissées par l'histoire. C'est évident pour la nation qui, à la limite, n'a pas d'autre assise. C'est vrai également pour l'État. Une constitution n'est pas uniquement un aménagement juridique; elle est aussi le symbole d'un consensus. République ou monarchie ne sont pas seulement des types de gouvernement, mais des modes de rassemblement des citoyens. Les consultations électorales ne se réduisent pas à des mécanismes; ils réaffirment le consentement collectif à la légitimité de l'autorité et de la contrainte. Le règne de l'opinion publique, dont on sait l'importance en démocratie, repose sur le postulat que les citoyens contribuent librement à entretenir un esprit collectif. En démocratie, les organes du pouvoir, si minutieusement agencés soient-ils, dépendent de ce qu'il faut bien appeler une communauté politique.

Sous prétexte qu'ils nous rassemblent selon des fondements différents, il serait donc fallacieux d'affirmer que la nation détient exclusivement le privilège d'être une communauté, alors que l'État ne serait qu'une organisation juridique ou administrative sans report à une solidarité résultant d'une histoire partagée.

Bien plus, entre ces deux communautés, des échanges sont nécessaires. S'il revient à l'État de promouvoir l'égalité des citoyens et la justice distributive, cette responsabilité concerne notamment le maintien et l'épanouissement des communautés nationales. Ce n'est pas là, de la part de l'État, une concession à la diversité des nations, mais une exigence positive: comment concevoir une communauté politique d'où serait bannie l'une des sources culturelles qui l'alimentent? Le réveil présent des nationalités suffit à nous rappeler les inévitables conflits dans des États qui ont méprisé les nations, qui ont tenté de se substituer à elles, au point de se donner eux-mêmes arbitrairement comme des nations.

Pour résumer les trop brèves considérations qui précèdent, posons trois énoncés: État et nation relèvent de modes d'allégeance différents; ils supposent des communautés spécifiques; l'un et l'autre doivent entretenir des rapports, qui ne sont pas de confiscation réciproque mais de support indispensable. À la lumière de ces critères, le jugement doit s'appliquer à des cas concrets. Les arrangements possibles sont pluriels, comme le montrent leur grande diversité à travers le monde et les difficultés, chaque fois circonstanciées, qu'ils comportent. Voyons donc ce qui en est pour le Canada.

## 2. *Le Canada est-il une communauté politique?*

Les distinctions que j'ai suggérées, et qui n'ont rien de particulier à notre situation, m'amènent à récuser un projet de souveraineté du Québec qui aurait pour objectif d'identifier nation et État: il y a ici des anglophones et des autochtones, et la nation francophone ne se limite pas au territoire québécois. Selon les mêmes critères, le projet de confédération canadienne est, de soi, parfaitement justifiable. Mais à des conditions, qui ressortent tout autant de mes observations antérieures. La Confédération devait garantir la sauvegarde et l'épanouissement des nations qui y ont adhéré: dans notre cas, la nation francophone qui, après une longue histoire où ont alterné les tentatives d'assimilation et la réclusion dans une réserve folklorique, était en droit de trouver dans la Confédération un libre développement qui aurait enrichi la maison commune sans s'y dissoudre. Cette première condition est en étroite relation avec une seconde: la Confédération devait former peu à peu une authentique communauté politique. Exigence à laquelle ne sauraient satisfaire ni des bricolages constitutionnels tardifs ni des allusions attendries aux Rocheuses ou au passeport canadien. Une communauté politique, j'y ai insisté, est le produit d'une histoire, de la progressive sédimentation de solidarités.

Or, l'histoire de la Confédération est l'histoire de l'échec à édifier une communauté politique.

L'Union des Canadas avait été l'ultime tentative pour assimiler les francophones. Le Québec est entré dans la Confédération après l'échec de ce régime. On voulait contrer l'instabilité ministérielle, renforcer les colonies britanniques envers le voisin américain, promouvoir une extension de l'économie, en particulier par la construction des chemins de fer; les intérêts des hommes d'affaires ont été prédominants. Au départ, le peu de pouvoir dévolu au Québec, la dépendance étroite des politiciens provinciaux envers les politiciens fédéraux ont empêché des frictions qui ne se sont manifestées, et de plus en plus vivement, qu'avec le temps. Par ailleurs, les Pères de la Confédération, anglophones comme francophones, espéraient fonder ce qu'ils appelaient une *nation nouvelle*; l'expression est revenue souvent dans leurs déclarations publiques. Les francophones du Québec se retrouvaient, en toute hypothèse, sujets de deux nations.

Comment a pu se dénouer l'ambivalence qui en découlait? On s'est mis à insister sur le caractère *culturel* de la nation francophone: sur «notre langue, nos institutions et nos droits», selon la devise consacrée auparavant. Si je comprends bien, l'autre nation devait être une *nation politique*. Effectivement, les pouvoirs laissés au Québec étaient surtout de l'ordre de la culture: l'éducation, l'assistance sociale, qui devaient être confiées à l'Église et mises ainsi à l'écart de la politique. Curieux arrangement, on le voit, qui laissait la nation francophone largement en marge de la «*nation nouvelle*» définie avant tout par la politique.

Ces facteurs sont de l'ordre des structures du régime confédératif. Mais, je le répète, une communauté politique repose aussi sur des symboles d'un consensus premier. On célèbre ses origines fondatrices dans l'émancipation des Cantons suisses, la Grande charte britannique, la Déclaration d'indépendance américaine, la Révolution française, la Révolution belge de 1830...

Or, rien de pareil au début de la Confédération. Les Pères ont refusé de tenir une consultation populaire: celle-ci aurait été, en la circonstance, non pas seulement le recours à un mécanisme démocratique, mais un acte fondateur analogue à ceux qu'ont connus d'autres communautés politiques. On s'est rabattu sur le vote des députés. Un excellent historien, Jean-Paul Bernard, a calculé que «parmi les 49 représentants des comtés francophones qui prennent part au vote, 25 disent oui et 24 disent non au projet de confédération.» (*Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*, 1971, 265). Le moins que l'on puisse dire, c'est que le consentement à la **nation nouvelle**, à la communauté politique en genèse était fragile. Voilà une communauté qui doit célébrer ses origines avec discrétion...

La suite n'a fait qu'illustrer et accentuer ce défaut initial de structure et de symbolique.

Dès les premières années de la Confédération a commencé la longue liste des atteintes aux droits scolaires des francophones des autres provinces. Les droits de la minorité anglaise au Québec avaient été soigneusement garantis, alors qu'on s'était montré plus négligent à l'égard des francophones du reste du Canada. Le gouvernement fédéral n'a jamais cessé de louvoyer, de manquer aux responsabilités qui normalement étaient les siennes. Combien de batailles aussi, qui nous paraissent aujourd'hui invraisemblables ou caricaturales, pour obtenir la monnaie bilingue, le timbre bilingue, un nombre un peu équitable de fonctionnaires francophones dans les services fédéraux. C'était réduire les Canadiens français à de perpétuelles attitudes défensives qui n'ont guère contribué ni à un essor de notre culture ni à nous donner le sentiment que nous habitons, dans l'égalité et la dignité, une maison politique commune. Je passe rapidement sur l'affaire Riel, sur les deux conscriptions: des crises qui ont porté au grand jour une divergence foncière dissimulée en des temps plus calmes.

Tout aussi significatif a été le retard du Canada à conquérir son autonomie à l'égard de l'Empire, entrave là encore à la création progressive d'une communauté politique canadienne. Les Canadiens français qui ont réclamé une plus grande autonomie, et même l'indépendance du Canada, espéraient renforcer de cette manière un État canadien susceptible de conférer à ses citoyens une identité propre. Certes, on a rapatrié il y a peu la Constitution canadienne. Tardivement, et en l'absence du Québec: c'était répéter, en quelque sorte, l'échec de l'acte fondateur de 1867. Et puis, la symbolique d'une référence extérieure subsiste toujours: le chef de l'État est une reine étrangère; un gouverneur général coiffe l'État canadien. On me dira que ces symboles ne gênent en rien nos décisions. Si ces symboles n'ont aucune importance, je ne vois pas pourquoi ils subsistent; s'ils perdurent, c'est qu'ils sont indispensables aux yeux d'un grand nombre.

Le bilinguisme officiel, pratiqué le plus souvent en surface et avec parcimonie, ne pouvait faire dévier une tradition aussi longue et aussi solidement établie. On ne s'étonne pas qu'il soit si mal accepté en tant d'endroits. La politique du multiculturalisme a encore embrouillé les choses, au point où une personne normale n'arrive plus à se retrouver dans les nombreuses définitions officielles de ses allégeances politiques et nationales. Que l'on y ajoute la **société distincte**, et un véritable capharnaüm tiendra lieu de communauté politique.

À ces brefs rappels, plusieurs ne manqueront pas de s'objecter: tout cela c'est de l'histoire; situons-nous carrément dans le présent et face à l'avenir. J'y reviens à nouveau: une communauté politique ne s'improvise pas; on ne saurait fabriquer d'un coup ce que récuse l'histoire. On mettra au point des mécanismes de fédéralisme «asymétrique» ou «coopératif», on accumulera toutes les métaphores ou les recettes; on ne parviendra qu'à faire monter en surface les vieilles divisions. Depuis la déroute des accords de Meech, d'un bout à l'autre du Canada, se disent les contradictions longtemps accumulées.

L'échec d'une communauté politique canadienne est une tragédie pour tout le monde. Dans un continent anglophone, la nation francophone aurait pu trouver dans la Confédération un point d'appui solide en Amérique; de même, les Canadiens anglais auraient pu construire avec nous un État où les uns et les autres nous nous serions sentis chez nous, fiers de nos différences comme de nos convergences. Nous n'avons pas réussi. Et on ne voit pas comment un bricolage hâtif pourrait pallier un échec historique. Les hommes politiques du passé sont les premiers responsables de cet échec, par manque de lucidité et de courage, par complaisance envers les courants d'opinion ou d'intérêts, à moins que ce ne soit par entêtement. Envisageons maintenant l'avenir à partir de ce que l'histoire nous a légué, de ce qu'elle nous a faits. Le défi se pose avec acuité aussi bien au reste du Canada qu'au Québec.

### 3. *Le projet de souveraineté*

Dans ce contexte, il me semble que l'on peut dégager les raisons qui militent en faveur de la souveraineté du Québec, sans céder à des ressentiments envers le passé, sans s'abandonner à quelque nationalisme étroit.

Si nous ne sommes pas parvenus, au cours de l'histoire, à créer au Canada un authentique consensus de base, il convient d'en tirer lucidement une conclusion: au Canada, il y a en fait deux communautés politiques. Depuis les années 1960, le constat est de plus en plus évident, du moins au Québec. Cela ne résulte pas d'abord de l'action du parti souverainiste; celui-ci en est plutôt la conséquence. Le rapport Allaire, qui provient du parti libéral, ne repose-t-il pas sur le postulat que le Québec forme davantage qu'une province? Et que peut bien désigner d'autre qu'une communauté politique la notion de *société distincte*, malgré le flottement du contenu qu'on lui confère? Et dans les imageries qui se succèdent à un rythme rapide, dans le «fédéralisme asymétrique» par exemple, je ne peux manquer de constater que l'on rôde autour de l'association de deux communautés politiques. Par ailleurs, à mesure que se multiplient les commissions et les comités, que réclame le Canada anglais? Un gouvernement central plus centralisé, un sénat qui accentuerait encore la cohésion de l'autre société politique. Quelles que soient les positions où on s'arrête en chemin dans cette dérive, la tendance est nette de part et d'autre. Pourquoi ne pas consacrer en droit ce qui se dessine clairement dans les faits?

En rappelant quelques principes préliminaires, je soulignais une évidence: la communauté politique doit respecter et promouvoir l'épanouissement des nations qui, sans s'identifier à elle,

contribuent à sa vitalité. Depuis toujours, plus fermement encore depuis que le gouvernement de M. Lesage a inauguré la révolution tranquille, on n'a jamais manqué de proclamer que la communauté politique québécoise est l'assise essentielle à la survie et au développement de la nation française en Amérique. À cet égard, notre situation est radicalement différente des petites nations européennes. Là-bas, les nations forment une marqueterie où la diversité est la règle, où l'identité des unes est garantie par celle des autres. En Amérique du nord, nous sommes une toute petite population française sur un continent qui, pour le reste, est anglophone. L'appui d'une communauté politique spécifique est d'une aveuglante nécessité.

Néanmoins, une question a été souvent formulée au cours des débats de ces dernières années: en quoi, nous dit-on, la renaissance que vous avez connue au Québec pendant la révolution tranquille a-t-elle été empêchée ou favorisée par votre appartenance à la Confédération? Il vaut la peine de nous y arrêter.

Aurions-nous fait mieux autrement? Répondre directement est impossible. Les facteurs, les impulsions, les forces qui ont joué sont innombrables. Mais il est loisible de faire des constatations plus sûres et plus instructives.

Une grande partie des énergies mises en oeuvre pendant ces années ont été vouées à contester des juridictions, à dénoncer des enchevêtrements de programmes, à concilier plus ou moins adéquatement des visées différentes. C'aurait été un moindre mal si cela n'avait été que perte de temps et de ressources qui auraient pu être mieux employés. Il y a plus grave: l'incidence de ces chicanes finit par faire perdre de vue, au profit des stratégies de conflits entre instances administratives, les problèmes eux-mêmes. Par exemple, dans les médias, on nous parle davantage des conflits de juridiction sur la formation professionnelle que des mesures qu'il conviendrait d'adopter pour répondre à une extrême urgence. Que l'on repasse un à un les grands défis qui nous affrontent, du sous-développement de régions du Québec aux carences du support à notre essor culturel, on arrivera au même diagnostic: à un détournement de l'attention et des débats vers les querelles de pouvoirs. À croire qu'il s'agit là, pour certains responsables, d'un utile alibi.

Reprenons la question que l'on oppose souvent à la thèse souverainiste: la Confédération a-t-elle été un obstacle à la révolution tranquille? N'oublions pas ce qui a été justement la composante principale de cette révolution: l'affirmation, jamais connue auparavant, du rôle de l'État québécois, de la communauté politique québécoise. Des secteurs déterminants de la vie collective, entre autres l'éducation, la santé, l'assistance sociale, l'environnement, le développement économique, sont devenus carrément des responsabilités politiques. Pendant longtemps, la nation francophone a été livrée à la survivance. La nation, c'était des coutumes: une langue, des institutions, le tout couronné et garanti par la religion. L'Église a exercé ici, pendant un siècle, une responsabilité proprement politique. Au début des années 1960, cette fonction est passée à l'État québécois: un changement décisif qui a contribué à la consolidation d'une communauté politique originale.



En définitive, la question de savoir si la Confédération nous a servis ou non dans notre évolution depuis trente ans nous invite à un constat: les changements ont été réalisés à travers d'épuisantes confrontations avec le gouvernement fédéral; ils ont entraîné sur la voie de la progressive confirmation d'une communauté politique québécoise; la conscience d'un nécessaire accroissement du rôle de l'État s'est accompagnée de l'affermissement d'un esprit public.

Au Canada, comme partout dans le monde, on répète de divers côtés que les problèmes des communautés politiques se posent actuellement dans un nouveau contexte. C'est vrai, et la question de la souveraineté du Québec ne doit pas être isolée des mouvances du monde contemporain.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater un élargissement des espaces économiques; on en conclut parfois que ce n'est pas le moment de restreindre les communautés politiques. Incidemment, si on en tire argument pour maintenir la Confédération en sa structure actuelle, l'argument peut se retourner: pourquoi s'arrêter en si bonne voie? Si on n'y prête attention, cette rhétorique va nous ramener à l'annexion du Canada aux États-Unis, une vieille tentation qui a surgi périodiquement au cours de l'histoire. Oui, les espaces économiques s'agrandissent, et aussi bien les espaces culturels, les aires de l'information, la mobilité des populations; les communautés politiques n'ont-elles qu'à suivre le mouvement?

En se complexifiant, en s'uniformisant d'une certaine manière, ces espaces ne deviennent pas pour autant des territoires abstraits où les groupes et les individus ne seraient plus que des atomes. De nouveaux pouvoirs apparaissent et étendent leur emprise, souvent à l'écart des contrôles démocratiques. Des inégalités de privilèges et de ressources subsistent. Les cultures sont des entités concrètes; de même que les solidarités, qui ne sauraient être étirées à l'infini sans qu'elles perdent toute substance et toute portée. La croissance économique elle-même ne dépend pas que des flux de capitaux ou de pouvoirs supranationaux laissés à leur seule initiative. Par exemple, la formation de la main-d'œuvre ou la recherche-développement sont liées aux possibilités et aux besoins de sociétés circonscrites. La scolarisation se heurte à des obstacles et profite de facilitations qui ne sont pas les mêmes partout. On peut désirer en certains pays un système de sécurité sociale et de soins médicaux que n'adoptent pas des pays voisins, pour des raisons culturelles ou de préférences dans l'emploi des ressources. Tout cela va à l'encontre de l'uniformisation des communautés politiques. Dans la mesure où l'économie, l'information, la mobilité des populations transgressent les frontières, il revient aux communautés politiques d'affermir leur présence selon la diversité des besoins, des cultures, des possibilités de concertation. Nous n'aurons pas autrement une économie, une information, des migrations à dimensions humaines.

On a donc raison de situer la discussion sur l'éventuelle souveraineté du Québec dans la perspective des grandes urgences de la civilisation contemporaine.

### ***Pour conclure***

Je conclurai par une remarque, à mon avis très importante, et qui sera un peu comme une récapitulation de mon propos.

Encore une fois, la Confédération, en tant que projet de communauté politique, n'était pas fatalement vouée à l'échec. Dans ce cas comme en d'autres, c'est l'histoire qui n'est pas parvenue à surmonter un désaccord de fond. Et dès le commencement, où on a escamoté le processus démocratique qui aurait pu, au moins, être une promesse, un souvenir auquel on se serait reporté malgré les crises qui ont suivi. Je crains que l'on tente aujourd'hui de répéter cette méprise initiale. Des commissions, des comités, des rencontres où des citoyens sans mandats, des pouvoirs économiques et autres sont censés représenter la population travaillent à des replâtrages, à des manipulations d'opinions; la démocratie n'y trouve pas son compte. Quand un administrateur d'une association d'hommes d'affaires déclare qu'il suffirait, pour en arriver à un aménagement constitutionnel, d'un accord des premiers ministres des provinces, que la consultation publique pourrait être écartée, on ne peut manquer d'éprouver de sérieuses inquiétudes.

On ne retape pas de cette façon des constitutions, encore moins des communautés politiques. Dans les circonstances présentes, les divergences ne sont pas seulement dues à la présence du Québec; en créant des commissions et des comités, sans doute pour gagner du temps faute de pouvoir assumer la situation, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ont ouvert la boîte de pandore. Malgré des balises plus ou moins astucieuses, les problèmes sont dorénavant sur la place publique. On ne les fera pas sagement rentrer dans l'ombre à coup de décisions improvisées dans quelques cénacles. Ici comme ailleurs, la démocratie est fragile. Il est des heures, dans l'histoire des sociétés, où il est indispensable de s'en souvenir. Pour le Canada comme pour le Québec, nous en sommes là.